

Unité inter-départementale
de la Haute-Garonne et de l'Ariège
Subdivision environnement industriel ENV1

Colomiers, le 08 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



KNAUF SUD (Ex KNAUF SUD OUEST)

ZI en Jacca
37 chemin de la Salvetat
31770 COLOMIERS

Références : CD/2022/497

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2022 dans l'établissement KNAUF SUD (Ex KNAUF SUD OUEST) implanté ZI en Jacca 37 chemin de la Salvetat 31770 COLOMIERS. L'inspection a été annoncée le 05/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite à la mise à jour, en octobre 2021, de l'étude de dangers du site. L'inspection a identifié, dans cette mise à jour, des non-conformités potentielles vis-à-vis de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 juin 2013, notamment sur le point suivant : volume disponible pour le confinement des eaux d'extinction incendie (article 7.4.1.V de l'arrêté préfectoral d'autorisation).

La visite vise à vérifier le respect des dispositions réglementaires précitées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KNAUF SUD (Ex KNAUF SUD OUEST)
- ZI en Jacca 37 chemin de la Salvetat 31770 COLOMIERS
- Code AIOT dans GUN : 0006803104
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société KNAUF SUD exploite, sur la commune de Colomiers, une installation de fabrication et de transformation de polystyrène expansé destiné à la confection de produits d'isolation découpés pour le bâtiment. Elle exerce également une activité de négoce de produits (plaques de plâtre, ossatures métalliques, etc.).

L'établissement est composé de deux parties séparées par une route (chemin de la Nasque) : site A et site B.

Le site relève du régime de l'enregistrement pour les activités d'application de colles (rubrique n° 2940-2-a de la nomenclature sur les installations classées pour la protection de l'environnement [ICPE], de transformation de polymères (rubrique n° 2661-1) et de stockage de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (rubrique n° 2663-1). Le site est, toutefois, soumis aux règles procédurales de l'autorisation environnementale.

Lors de l'inspection, objet du présent rapport, la visite de terrain a porté sur les installations suivantes : bassin d'orage présent sur le site B et retenu comme capacité de confinement des eaux d'extinction incendie, obturateurs pneumatiques (n° 1, 2 et 4) et obturateur manuel du site B, tapis obturateur du site A, zone concernée par le projet de réhausse d'un muret afin d'augmenter les capacités de rétention des eaux d'extinction incendie du site B, Box Y du bâtiment maintenance et ses abords extérieurs.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Confinement des eaux d'extinction incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
Site A - confinement externe - Étanchéité de la zone de confinement	Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 7.4.1.V - alinéa 1	/
Site B - Volume de confinement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 7.4.1.V - alinéas 1 et 4	/
Site B - Bâtiment maintenance - collecte des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 7.4.1.V - alinéa 1	/

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Site B - confinement des eaux pour chaque secteur du site	Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 7.4.1.V - alinéas 1 et 4	/	Sans objet
Site B - capacité de confinement - réseau enterré	Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 7.4.1.V - alinéa 1	/	Sans objet
Sites A et B - État des dispositifs assurant le confinement	Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 7.4.1.V - alinéa 1	/	Sans objet
Site B - Obturateurs - formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 7.4.1.V - alinéa 1	/	Sans objet
Site A - Tapis obturateur - formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 7.4.1.V - alinéa 1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Site A - Volume de confinement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 7.4.1.V - alinéas 1 et 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement a constaté :

- 1 fait sans suite. Il concerne le volume disponible sur le site A pour le confinement des eaux d'extinction incendie ;
- 3 faits avec suites. Ils concernent la capacité disponible sur le site B pour le confinement des eaux d'extinction incendie, le confinement des eaux d'extinction incendie du bâtiment maintenance et l'étanchéité de la zone de confinement du site A. Il s'agit de faits engageant la sécurité du site ou pour lesquels le retour à la conformité ne peut être rapide. L'inspection a noté que s'agissant de la capacité disponible sur le site B pour le confinement des eaux d'extinction incendie, l'exploitant a, d'ores et déjà, identifié une solution technique pour augmenter ce volume ;
- 5 faits susceptibles de suites, pour lesquels soit des actions correctives sont engagées par l'exploitant, soit des éléments justificatifs sont attendus de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Site A - Volume de confinement des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 7.4.1.V - alinéas 1 et 4
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. [...] Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : <ul style="list-style-type: none">- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.
Constats : L'exploitant a procédé à une mise à jour de l'étude de dangers de son site, en octobre 2021. Cette mise à jour comporte une réévaluation des besoins en capacités de confinement des eaux d'extinction incendie des sites A et B. Cette mise à jour comprend également une présentation des capacités réelles disponibles en confinement des eaux d'extinction incendie sur les sites A et B. L'estimation de ces capacités s'est basée sur des relevés topographiques réalisés par un géomètre expert en avril 2011. Pour le site A, selon l'étude de dangers, la capacité disponible de confinement des eaux d'extinction incendie est de 891 m ³ pour un besoin réglementaire de 390 m ³ . Mais, lors de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection avoir revu ses évaluations des capacités disponibles, sur la base de nouveaux relevés réalisés par un géomètre fin 2021. Selon ces nouvelles réévaluations, la capacité disponible de confinement des eaux d'extinction incendie disponible pour le site A est de 430 m ³ , ce qui reste supérieur aux besoins réglementaires déterminés dans l'étude de dangers.
Observations : La réévaluation de la capacité disponible de confinement des eaux d'extinction incendie disponible pour le site A sera à intégrer lors de la prochaine mise à jour de l'étude dangers.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Site A - confinement externe - Étanchéité de la zone de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 7.4.1.V - alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. [...]
Constats : Selon l'étude de dangers du site, le confinement des eaux d'extinction incendie du site A consiste en un confinement externe réalisé au niveau de la plateforme logistique. Cet espace est délimité par les murs des bâtiments, des bordures de trottoirs en périphérie extérieure et des dos d'âne aux entrées du site. La mise en rétention nécessite l'obturation de l'avaloir de collecte des eaux pluviales central aux moyens d'un dispositif étanche mis à disposition sur le site. Cette zone de confinement externe est matérialisée sur un plan qui a été présenté à l'inspection lors de la visite. Selon l'exploitant, ce plan prend en compte les relevés topographiques réalisés fin 2021. Lors de la visite, l'inspection a pu constater de visu la présence, sur le site A, de bordures de trottoirs et de dos d'ânes délimitant la zone de confinement telle que reportée sur le plan précité. L'inspection a constaté visuellement que le sol de cette zone de confinement des eaux d'extinction incendie est dégradé en certains endroits (présence de fissures, de végétations), ce qui peut rendre la zone non étanche.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Site B - Volume de confinement des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 7.4.1.V - alinéas 1 et 4
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. [...] Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : <ul style="list-style-type: none">- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.
Constats : Pour le site B, selon l'étude de dangers, le besoin réglementaire en capacité de confinement des eaux d'extinction incendie est de 1 430 m ³ . La capacité de confinement totale disponible n'est pas précisée. L'étude de dangers indique que le site B dispose d'un volume de confinement lié à la topographie du site de 1 120 m ³ , d'un bassin d'orage de 140 m ³ et que les réseaux enterrés contribuent également à la rétention des eaux d'extinction incendie, mais le volume pouvant être confiné dans les réseaux enterrés n'est pas précisé. Selon l'étude de dangers du site, les zones de confinement externes liées à la topographie du site sont délimitées par des bordures de trottoirs et des dos d'âne aux entrées du site et la mise en rétention nécessite l'obturation d'avaloirs de collecte des eaux pluviales aux moyens d'obturateurs pneumatiques présents sur le site. Comme mentionné précédemment, l'exploitant a indiqué, lors de la visite, avoir revu ses évaluations des capacités disponibles, suite à des nouveaux relevés réalisés par un géomètre fin 2021. Selon ces nouvelles réévaluations, la capacité disponible de confinement des eaux d'extinction incendie pour le site B est de 863 m ³ . Cette capacité comprend 5 zones de confinement liées à la topographie du site (zones n° 1, 2, 3, 5 Nord et 5 Sud), un bassin d'orage enterré et les réseaux enterrés de canalisations. L'exploitant a précisé, lors de la visite, avoir pris le parti de ne pas intégrer le volume d'eaux qui pourrait être retenu au sein des bâtiments du site B. Les volumes de confinement liés à la topographie du site, le bassin d'orage et les réseaux enterrés de canalisations ont été détaillés par l'exploitant. Au regard des éléments qui précèdent, l'inspection constate que la capacité disponible de confinement des eaux d'extinction incendie pour le site B est insuffisante par rapport aux besoins réglementaires. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir pour projet de rehausser un muret situé en bordure Est du site, afin d'augmenter le volume total de confinement des eaux d'extinction incendie du site. Un devis des travaux à réaliser a été présenté à l'inspection.
Observations : La réévaluation de la capacité disponible de confinement des eaux d'extinction incendie disponible pour le site B sera à intégrer lors de la prochaine mise à jour de l'étude dangers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Site B - confinement des eaux pour chaque secteur du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 7.4.1.V - alinéas 1 et 4
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. [...] Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : <ul style="list-style-type: none">- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.
Constats : Le site B comporte plusieurs bâtiments. Plusieurs scénarios d'incendie ont été examinés dans l'étude de dangers. Le besoin réglementaire en capacité de confinement des eaux d'extinction incendie a été déterminé en retenant le scénario d'incendie majorant en termes de débit d'eau incendie à délivrer. Comme indiqué précédemment, la capacité disponible de confinement des eaux d'extinction incendie est notamment assurée par 5 zones de confinement liées à la topographie du site. Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer que le volume de rétention de chacune des 5 zones de confinement des eaux d'extinction incendie est suffisant au regard des différents scénarios d'incendie pouvant survenir sur le site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Site B - Bâtiment maintenance - collecte des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 7.4.1.V - alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. [...]
Constats : Le site B comporte un bâtiment dédié à la maintenance et au stockage de déchets. Le stockage de déchets est effectué dans le box Y de ce bâtiment. Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence dans ce box de déchets tels que des bombes aérosols vides et des containers vides ayant stocké des produits classés corrosifs d'après leur étiquetage. Ces déchets étaient triés et stockés séparément selon leur nature. Les quantités présentes lors de la visite étaient faibles. Lors de la visite, l'inspection a constaté que ce bâtiment n'a pas été pris en compte par l'exploitant dans son examen de la conformité de son site vis-à-vis de l'obligation de collecte des eaux d'extinction d'un incendie. Or, un incendie du bâtiment est possible au regard des activités qui y sont exercées (stockage de déchets, maintenance notamment d'engins). Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté la présence d'aménagements particuliers visant à collecter et à confiner les eaux d'extinction d'un incendie de ce bâtiment.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Site B - capacité de confinement - réseau enterré

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 7.4.1.V - alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. [...]
Constats : Comme indiqué précédemment, la capacité totale disponible de confinement des eaux d'extinction incendie pour le site B est de 863 m ³ . Cette capacité est notamment assurée par les réseaux enterrés du site, avec un volume de confinement de 56 m ³ . Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il ne dispose pas d'étude de tenue à la pression des réseaux enterrés du site. Néanmoins, il a précisé que lors d'épisodes d'inondation survenus par le passé sur le site, il n'a pas observé de dysfonctionnement au niveau des réseaux enterrés. Par ailleurs, l'exploitant ne dispose pas d'éléments justifiant que les réseaux enterrés ne présentent pas d'affaissement (ces affaissements peuvent conduire à une perte d'étanchéité des réseaux enterrés). En l'absence de ces éléments, l'exploitant n'est pas en mesure de garantir que le confinement d'une partie des eaux d'extinction d'incendie serait effectivement assuré par les réseaux enterrés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Sites A et B - État des dispositifs assurant le confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 7.4.1.V - alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. [...]
Constats : Comme indiqué précédemment, les zones de confinement liées à la topographie des sites A et B sont délimitées notamment par des bordures de trottoirs en périphérie extérieure et des dos d'âne aux entrées des sites. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'un contrôle périodique du bon état des bordures et des dos d'âne venait d'être mis en place. L'exploitant a présenté à l'inspection un document formalisant ce contrôle. Ce document fait état du contrôle biannuel de l'intégrité des bordures, mais il ne mentionne pas explicitement un contrôle des dos d'âne. Selon l'exploitant, le premier contrôle n'a pas encore été effectué. L'inspection considère que les mesures organisationnelles concourant à la collecte des eaux d'extinction incendie des sites A et B ne sont pas totalement prises : contrôle de l'intégrité des bordures et des dos d'âne à mettre en œuvre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Site B - Obturateurs - formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 7.4.1.V - alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. [...]
Constats : Comme indiqué précédemment, selon l'étude de dangers, la mise en rétention du site B nécessite l'activation d'obturateurs pneumatiques. Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence, sur le site B, d'obturateurs pneumatiques (contrôle par sondage). Une signalétique permet de les identifier. L'exploitant a précisé avoir ajouté un obturateur manuel afin de confiner, en cas d'incendie, les eaux d'extinction incendie qui seraient collectées par les caniveaux du bâtiment n° 15 en cas de sinistre. L'exploitant a présenté à l'inspection une procédure relative à la mise en œuvre des obturateurs pneumatiques et de l'obturateur manuel. Selon l'exploitant, la formation du personnel du site à la mise en œuvre des obturateurs pneumatiques et de l'obturateur manuel est en cours. L'exploitant a présenté à l'inspection une feuille d'émargement attestant de la formation d'une partie du personnel du site à la mise en œuvre des obturateurs. L'inspection a pu auditionner une des personnes formées. Le mode opératoire décrit lors de cette audition est cohérent avec les éléments de la procédure relative à la mise en œuvre des obturateurs. Selon l'exploitant, à l'issue des travaux de renforcement de la défense incendie du site (cf. rapport de la visite d'inspection du 27 janvier 2022) un exercice sera réalisé avec les services du SDIS. Lors de cet exercice, la bonne mise en œuvre des obturateurs, par le personnel du site, sera testée. En conclusion de ce qui précède, l'inspection considère que les mesures organisationnelles concourant à la collecte des eaux d'extinction incendie du site B ne sont pas totalement prises : formation du personnel à finaliser et bonne mise en œuvre des obturateurs, par le personnel, à tester.
Observations : La mise en place du nouvel obturateur manuel sur le site B sera à intégrer lors de la prochaine mise à jour de l'étude dangers.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Site A - Tapis obturateur - formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 7.4.1.V - alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. [...]
Constats : Comme indiqué précédemment, selon l'étude de dangers, la mise en rétention du site A nécessite l'obturation de l'avaloir de collecte des eaux pluviales central aux moyens d'un dispositif étanche mis à disposition sur le site. Lors de la visite, l'inspection a constaté de visu la présence, sur le site A, d'un tapis obturateur. L'exploitant a présenté à l'inspection une procédure relative à la mise en œuvre du tapis obturateur. La mise en œuvre du tapis obturateur n'a pas été intégrée dans la formation dispensée au personnel du site sur les obturateurs. En conclusion de ce qui précède, l'inspection considère que les mesures organisationnelles concourant à la collecte des eaux d'extinction incendie du site A ne sont pas totalement prises : formation du personnel à la mise en œuvre du tapis obturateur à réaliser.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet